

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Texte d'orientation adopté par le 36e congrès du PCF - 10 février 2013

« Il est grand temps de rallumer les étoiles... » Guillaume Apollinaire

Humanifeste du Parti communiste français
à l'aube du siècle qui vient

Nous voulons changer le monde ! Et la chose ne peut plus attendre. Les apprentis sorciers du capitalisme ne parviennent plus à faire face à leur propre crise et les prétendues solutions qu'ils mettent en œuvre revêtent un caractère de plus en plus brutal et autoritaire. Nous voulons vivre à pleins poumons, quand la violence de la société nous poursuit un peu partout jusqu'à l'asphyxie.

Un choix radical est devenu inévitable : suivre la pente de la compétition sauvage, du saccage de la planète, de la barbarie ; ou bifurquer sur le chemin du partage, de la démocratie et de l'humain. Quelle humanité voulons-nous être ?

Notre parti pris est celui de l'émancipation humaine, celui de l'épanouissement de chacune et de chacun, celui du droit au bonheur. Cela nous conduit à promouvoir l'égalité de dignité de chaque être humain, quelle que soit l'étoile sous laquelle il est né, quel que soit son genre, quelle que soit la couleur de sa peau, quelle que soit sa religion s'il en a une, quelle que soit son orientation sexuelle...

C'est ce qui donne sens à notre projet de société, à notre vision du communisme et à la manière dont nous voulons le faire avancer : avec toutes et tous. Cela n'est pas compatible avec l'austérité dévastatrice qui est la cause et la conséquence de la crise profonde du système lui-même. Cela n'est pas

compatible avec les plans du capitalisme qui bâtit une société de la concurrence de tous contre tous, où se déchaînent les pulsions de domination et de haine.

Le capitalisme a atteint un stade sans précédent historique de sa crise. Le XXI^e siècle peut être celui de son dépassement. C'est un immense défi. Nous pensons possible de le relever.

Nous, communistes de France, lançons un appel au peuple de notre pays, aux peuples d'Europe et du monde. Allons-nous laisser écrire la suite de l'histoire par la main de celles et ceux qui nous ont mené au désastre ? Aucun des obstacles qu'ils dressent n'est insurmontable. Face aux urgences comme face aux grands enjeux, ne laissons pas notre destin se décider sans nous, au gré des humeurs du marché. Ensemble, soyons actrices et acteurs, décideurs et décideuses de l'avenir de l'humanité.

I - Face à la crise, le choix radical de l'humain

1 - Nous voulons un nouveau monde

Il y a un nouveau monde à gagner. Un nouveau monde pour l'humanité. C'est cette conviction renouvelée qui nous rassemble. En quelques décennies, nous avons changé d'époque. Certains s'entêteront à vouloir classer notre rêve et nos ambitions au chapitre des illusions. Ils ne veulent pas voir qu'une puissante aspiration au changement travaille l'humanité en son cœur.

Prendre confiance

En proie à la crise majeure qu'il a provoquée, le capitalisme, aujourd'hui mondialisé, n'en finit pas de convulser, épuisant la planète et étouffant l'humanité. C'est pourquoi ses promoteurs sont à son chevet pour essayer de le sauver, en même temps que leurs immenses privilèges acquis contre l'intérêt de l'immense majorité.

D'un côté, beaucoup a déjà changé, par la mise en cause de la domination occidentale et l'émergence d'un monde beaucoup plus contradictoire, par les bouleversements des modes de vie et de production liés en particulier à la révolution numérique et informationnelle, ou par l'essor de la prise de conscience écologique... D'un autre côté, rien ne change vraiment ; tout est capté, puis digéré, pour alimenter la même fuite éperdue vers nulle part.

Dans leurs vies quotidiennes, des millions de femmes et d'hommes n'en peuvent plus. Dans notre pays, le chômage de masse continue de gagner du terrain, un nombre croissant de travailleurs souffre des bas salaires, la précarité devient la norme particulièrement pour les femmes et les jeunes salarié-es, de plus en plus de retraité-es sont en butte à la pauvreté, trop d'étudiant-es s'endettent et cherchent des petits boulots pour financer leur formation, la santé devient un produit de luxe, les quartiers populaires concentrent tous les effets de la crise, de nombreux territoires ruraux sont laissés à l'abandon, le travail est de plus en plus vécu comme un traumatisme, la vie est de plus en plus chère, les minima sociaux ne suffisent pas à boucler les fins de mois, la violence monte dans toute la société... Tout cela alimente le sentiment d'impuissance savamment distillé dans les consciences.

Mais rien n'est écrit d'avance : le destin de l'humanité est entre ses propres mains. Il est temps, de par le monde, que les citoyennes et les citoyens reprennent confiance en leur pouvoir.

L'issue : rompre avec le capitalisme

Rompre avec le capitalisme en le dépassant est une urgente nécessité. La brutalité avec laquelle la crise est en train de précipiter l'humanité vers des abîmes exige la mise en œuvre de solutions nouvelles qui s'attaquent aux causes réelles. La domination insensée des forces de l'argent doit être renversée pour laisser place à un mode de développement humain durable, au partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

A celles et ceux qui parlent de moraliser le capitalisme pour mieux le conserver, nous disons que l'entreprise est vaine et que la manœuvre ne prend pas. L'argent n'a pas de conscience. Le capitalisme est incapable d'offrir une autre perspective que l'asservissement de l'immense majorité des êtres humains.

A celles et ceux qui en appellent à la mesure et proposent de réguler le capitalisme, nous disons que c'est un objectif illusoire. Sans la volonté de prendre le pouvoir aux marchés financiers et aux grands possédants, l'expérience a montré qu'il n'y a aucun résultat signifant. Il y a une contradiction de plus en plus insoutenable entre le capitalisme et le progrès social, entre le capitalisme et la démocratie, entre le capitalisme et le développement culturel, entre le capitalisme et l'écologie, entre le capitalisme et la paix.

C'est pourquoi nous parlons de révolution. Une révolution sociale, citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise de pouvoir d'une minorité. Un processus de changement crédible et ambitieux, visant à rompre avec les logiques du système. C'est pourquoi nous parlons de communisme, un communisme de nouvelle génération.

2 - De la crise du capitalisme à la crise de civilisation

La crise, avec ses accalmies et ses soubresauts, les peuples du monde la subissent depuis une quarantaine d'années. Elle connaît aujourd'hui une aggravation inédite. Chaque jour s'approfondissent ses dégâts, jusqu'à remettre en cause les fondements de la civilisation. Le capitalisme est intrinsèquement fondé sur l'exploitation, le développement des inégalités et la loi de l'argent pour l'argent. C'est pourquoi il produit des crises à répétition. Ses défenseurs le présentent comme le seul système possible. Il n'est pourtant qu'un moment de l'histoire et le produit de choix humains. Il est aujourd'hui en crise systémique.

La crise financière provoque l'explosion sociale et économique

En 2007, s'est déclenchée la plus grave crise financière depuis l'entre-deux guerres, suivie deux ans plus tard, de la première récession mondiale depuis 1945.

Les véritables causes de cette crise majeure se trouvent dans la domination des forces de la finance. Les exigences de rentabilité des capitaux écrasent l'économie réelle et imposent au monde du travail de multiples et insupportables saignées.

Au cœur des emballements actuels, se trouve un antagonisme fondamental : le capital utilise les immenses possibilités de la révolution numérique et informationnelle pour nourrir son obsession de faire de l'argent pour l'argent. Cela entraîne un chômage de plus en plus massif, ainsi que l'accroissement des revenus du capital au détriment des revenus du travail. Résultat : la productivité augmente mais pas les débouchés. Cette situation conduit inexorablement au développement d'une concurrence de plus en plus déchaînée, d'une exploitation des salarié-es de plus en plus forcenée

Ce développement spasmodique s'est construit pendant plusieurs décennies sur le surendettement généralisé ...qui a fini par exploser avec la crise des subprimes aux États-Unis. Les forces de la finance se sont alors plus que jamais comportées comme une nuée de criquets. Pour éviter l'embrasement, de gigantesques liquidités ont été déversées par les pouvoirs publics et englouties dans la même logique. Ce sont les peuples qui continuent d'en payer le prix par le recul continu des droits sociaux, des services publics et du pouvoir d'achat : de quoi accentuer encore l'endettement, la faiblesse de la croissance et la relance de la spéculation ravageuse. Une spirale infernale.

Ces enchaînements font particulièrement sentir leurs conséquences en Europe, au point de menacer la reprise mondiale. En Grèce, il a été imposé au peuple une

injustifiable cure d'austérité, plongeant dans la misère et l'incertitude une large part de la population pour préserver les intérêts de la classe dominante. Partout, la réduction drastique des dépenses publiques a été mise à l'ordre du jour pour nourrir plus encore le monstre insatiable de la finance.

La fameuse « *crise de la dette* », pour laquelle un audit citoyen est nécessaire, provient surtout de l'insuffisance des recettes publiques et sociales, de la fraude fiscale, des détournements dans les paradis fiscaux, du coût des intérêts versés aux banques sur les marchés financiers, de leur sauvetage et plus encore de l'appauvrissement généralisé de nos sociétés, vampirisées par les forces de la finance. Et le comble, c'est que cette spirale du déclin est utilisée par celles et ceux qui la causent pour culpabiliser les salarié-es et les populations, justifier les privatisations, revenir sur un maximum de conquêtes sociales et démocratiques et leur imposer l'austérité.

Avec l'appui d'une pensée technocratique autoritaire, les peuples européens ont été sommés de se soumettre et d'abandonner toujours plus de leur souveraineté. Les forces financières et leurs relais ont défendu bec et ongles l'interdiction faite à la Banque Centrale Européenne de créer de la monnaie, afin de se servir de l'Euro pour sécuriser leurs créances. Ainsi, au lieu d'alléger le poids des dettes des États et d'engager des réponses publiques face à la situation, ce sont donc les banques, sans cesse renflouées, qui sont encouragées à poursuivre leur œuvre sans rien changer. Et la crise se poursuit et s'accroît...

Ailleurs, le Fonds Monétaire International et la Banque mondiale, avec l'appui de l'OMC, se font les instruments de la domination absolue des marchés financiers et s'attachent à leur faire place nette en conditionnant chacune de leurs interventions à des régressions sociales.

Dans les pays émergents, où l'industrialisation demeure toujours dominée par les multinationales, la croissance s'est réalisée à marche forcée. Provoquant un exode rural massif, elle s'est souvent construite sur la base de conditions de travail dignes de celles qu'avaient pu connaître les ouvriers européens du XIXe siècle. Dans de nombreuses régions du globe, la misère a continué d'être le lot commun tandis que s'implantaient des paradis touristiques réservés à une minorité. D'immenses vagues d'expropriation des peuples de leurs terres et de leurs droits se poursuivent.

L'ensemble de ces profonds bouleversements se développe sur la base d'une mise en concurrence exacerbée, d'inégalités insupportables, et d'un gaspillage incroyable d'outils, de savoir-faire et de ressources naturelles.

Une crise écologique croissante

La crise économique et sociale se mêle à une crise écologique croissante. Car la course effrénée au profit se nourrit également sans vergogne de la spoliation permanente des ressources naturelles.

La pollution des océans, des rivières et des fleuves provoque la disparition de nombreuses espèces de la flore et de la faune aquatique. La déforestation par la surexploitation ou encore le recul des services publics forestiers conduisent à la disparition des forêts. L'étalement urbain détruit des terres agricoles et des milieux naturels indispensables à la biodiversité, il fragmente le littoral. Des pratiques agricoles et d'élevage, industrielles ou minières dictées par le profit et encouragées par des puissants lobbies dégradent la biodiversité (dégradation des ressources en eau, raréfaction des insectes pollinisateurs,...), appauvrissent les terres, sous-sols et paysages. Avec la préparation de la nouvelle PAC (2014-2020), nous sommes à un tournant de l'histoire. Soit l'Europe cède à la concurrence libre et non faussée, soit elle comprend l'enjeu d'une politique volontaire d'appui à un maillage dense d'exploitations familiales sur les territoires, en favorisant la qualité et la diversité des produits, la relocalisation des productions, la régulation des marchés et du foncier.

Même habillé de vert, le capitalisme se moque de la planète : les lobbies de la climato-économie libérale se repaissent allègrement des catastrophes environnementales, en faisant du profit sur les exigences de développement durable.

Malgré de nombreuses alertes, dont celles de la FAO, la spéculation sur le marché alimentaire mondial, soutenue par l'OMC, a entraîné le développement de cultures (dont celles destinées à produire des agrocarburants) qui privent une partie de la population mondiale de denrées de première nécessité. Les images insupportables d'enfants se nourrissant de galettes de boue, tandis que les spéculateurs continuaient impunément leurs basses œuvres sont restées gravées dans nos mémoires. Pouvons-nous accepter d'être réduits à l'impuissance ?

Enfin, le réchauffement climatique tient une place de premier rang dans l'ordre des défis à surmonter. Si les pays occidentaux, en particulier, ne se décident pas à agir, nous pourrions, selon les données scientifiques les plus récentes, voir une augmentation de 4 à 6°C de la température planétaire d'ici la fin du siècle, avec des conséquences dramatiques. La force des tempêtes et des inondations est le pendant de la sécheresse et de la désertification. La fonte des glaciers et la hausse des températures superficielles des océans engendrent l'élévation du niveau des mers, entraînant des déplacements forcés de populations, et créant ainsi une nouvelle catégorie de migrants : les réfugiés climatiques... La réduction des émissions de carbone, qui sont à l'origine de l'effet de serre, est donc une absolue nécessité planétaire, afin de préserver la qualité de l'air. Comment accepter, du sommet de la Terre de Rio à la conférence de Copenhague, que des décisions de cette importance aient pu être remises en cause pour satisfaire des

intérêts financiers ? La France accueillera en 2015 la conférence internationale pour le climat de l'ONU. Nous proposons que s'organise, avec toutes les forces politiques, sociales et associatives disponibles, en France, en Europe et avec les pays en développement, une grande campagne citoyenne internationale pour sortir les États de l'inaction. Le retard qui s'accumule est gravement préjudiciable au devenir de l'humanité.

La crise écologique ne saurait servir de prétexte à une super-austérité. Elle doit au contraire conduire à des choix collectifs et raisonnés pour un nouveau type de croissance et de développement, alliant satisfaction des besoins humains et protection de la planète. La crise écologique est un défi fondamental qui porte en lui une nécessité nouvelle de créativité pour les forces de progrès. Déjà, des luttes quotidiennes dénoncent la responsabilité des puissances financières dans la catastrophe écologique en gestation. Elles démontrent les potentiels de mobilisation liés à la prise de conscience écologique. La révolution écologique appelle la révolution sociale.

La démocratie réduite à un théâtre d'ombres

Devant la pression du pouvoir considérable acquis par les marchés financiers, nous sommes entrés dans un cycle de régression démocratique. La capacité d'intervention des peuples a été rognée en permanence jusqu'à être cantonnée à la marge des grandes orientations qui régissent les sociétés, tandis que la puissance publique a été de plus en plus accaparée au service des marchés financiers. A tous les niveaux a été organisé le dessaisissement progressif des citoyennes et des citoyens de leur pouvoir. Pour donner le change, on a ainsi inventé le concept particulièrement pervers de gouvernance, véhiculant l'idée que la conduite politique devait se contenter de compétences d'experts désignés. Par une série de coups d'État déguisés, une petite oligarchie, relayée par ses innombrables lobbies et des médias de masse tenus sous sa coupe a pris le pouvoir de façon insidieuse, maintenant les apparences de la démocratie. Ainsi, plus les changements nécessaires paraissent immenses, moins l'action politique paraît être porteuse de solutions.

Toute une partie de la population est de plus en plus tenue à l'écart des lieux de pouvoir et absente des dynamiques qui se cherchent. La casse de la démocratie locale et la mise en concurrence des territoires participent d'une logique souhaitée par les marchés financiers afin d'aménager l'espace en fonction de leurs intérêts.

Présentée à l'origine comme l'Acte III de la décentralisation, la réforme territoriale s'engage sans abroger fondamentalement celle qui fut imposée par N. Sarkozy en décembre 2011.

Elle va se conjuguer avec des budgets d'austérité drastiques plombant l'avenir

des collectivités et des services publics territoriaux.

Si elle n'était pas considérablement infléchie, elle tendrait à hiérarchiser les différents niveaux et à vider les départements et les communes de leur capacité d'initiative. Le choix de recentraliser nombre de compétences locales essentielles dans des métropoles formalisées en « super-collectivités » tourne le dos aux coopérations volontaires et aux projets métropolitains partagés.

A tous les niveaux des résistances et des alternatives se développent.

Des crises internationales à répétition

Depuis le bouleversement géopolitique lié à la chute du mur de Berlin et à la mondialisation capitaliste, des crises internationales majeures s'enchaînent dans un monde présenté comme irrémédiablement instable et dangereux. Les réponses militaires et les stratégies de puissance seraient, nous dit-on, les seules possibles. Les dépenses liées à la guerre pèsent lourd dans les budgets publics.

Au Mali, la déliquescence de l'État, l'activité des bandes islamistes armées, sont le fruit d'une crise profonde, exacerbée par la guerre de l'OTAN en Libye, aggravée d'année en année, sous la pression des pratiques de la Françafrique et des politiques d'ajustement structurel néo-libéral sous contrainte du FMI. L'intervention militaire de la France traduit cette impasse majeure des politiques de domination et de prédation.

Nous comprenons le soulagement des Maliens qui devaient subir l'agression des bandes djihadistes armées. Il n'y a pas de solution militaire à cette grave déstabilisation qui menace le Sahel et d'autres pays en Afrique. Il faut répondre aux attentes des peuples, aux exigences du développement humain dans toutes ses dimensions, aux besoins de véritables coopérations internationales. C'est un grand défi pour la période qui s'ouvre : comment sortir enfin du néo-colonialisme en Afrique et contribuer à cet enjeu formidable de la paix et du développement pour tout ce continent.

En Irak, en Afghanistan, en Libye,... des logiques de guerre, au nom de prétendues valeurs occidentales, n'ont cessé d'exacerber les tensions, d'étendre les instabilités, d'aggraver les crises. Cette escalade sans issue, dans le mépris des droits des peuples et l'instrumentalisation de l'ONU, est le fruit d'un impérialisme dont la volonté de prédation est à l'œuvre partout où des intérêts stratégiques sont en jeu. Les grandes puissances impérialistes, les multinationales rivalisent pour s'approprier les richesses naturelles au détriment des populations locales. Ces comportements engendrent des situations de tension et de conflit dévastatrices.

Les tensions et les violences qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, dans sa complexité, s'enracinent en particulier là où le sentiment existe que la politique des États-Unis, des pays de l'Union européenne, de l'OTAN... bafoue la dignité, la souveraineté des peuples.

Le non respect des droits du peuple palestinien, la succession de guerres, le soutien à des dictatures, les politiques néolibérales imposées par le FMI et l'Union européenne... Tout cela n'a cessé d'alimenter un rejet profond de la domination occidentale, favorisant la montée des intégrismes mais fournissant également des motifs de révolte et de mobilisations populaires massives.

L'humanité en panne de sens

La conjugaison de ces crises finit par plonger l'humanité dans une véritable crise de civilisation. Une crise du sens et de l'imaginaire. Une crise existentielle qui interroge les rapports entre les êtres humains et leurs rapports à la nature.

Le capitalisme est venu exacerber toutes les dominations existantes, à commencer par le patriarcat. Prospérant sur la concurrence et la peur de l'autre, il a sapé les fondements du vivre ensemble. Les savoirs et leur diffusion ont été placés au service de la rentabilité financière, et les êtres humains empêchés d'acquérir une maîtrise critique des connaissances et une culture commune. La marchandisation de tout jusqu'au corps humain, la guerre de tous contre tous et l'explosion des inégalités, la domestication de la culture et de l'éducation se sont abattues sur les peuples. Les grandes puissances se sont attelées à fournir des motifs de justification à leurs guerres néo-coloniales.

Dans une humanité déboussolée, les résistances à cet ordre mondial insupportable se sont exprimées de façon contradictoire. La théorie du choc des civilisations, mise en pratique par des responsables politiques peu scrupuleux, pour servir les intérêts de leur cause, a servi de justification au terrorisme et aux aventures guerrières prétendant le combattre. Elle a fait grandir des affrontements dangereux et sans issue à l'échelle planétaire. Le terrorisme, qui pousse sur le terreau de la domination des peuples, est devenu le nouvel ennemi public.

Dans ce contexte, le peu de prix accordé aux vies humaines constitue un traumatisme sérieux. L'humanité se cherche. Elle ne trouvera réponse à ses questions que dans la quête commune de sens, que dans la mise en œuvre d'un projet commun, que dans la fin des logiques de puissance et de prédation.

3 - Un nouvel âge de la lutte des classes dans une humanité fragmentée

Au cœur de ces difficultés les résistances et la créativité des hommes et des femmes peuvent ouvrir de nouveaux horizons. C'est ainsi que pourra se reconstruire une civilisation nouvelle de femmes et d'hommes, riches d'influences culturelles différentes, mais fondamentalement libres, égaux et associés.

Pour une nouvelle conscience de classe

La lutte des classes avait disparu. C'était une vue de l'esprit, un fantôme du passé que quelques individus inadaptés aux exigences de la modernité cherchaient à réveiller. Chacun était seul responsable de la situation dans laquelle il se trouvait. Voilà le discours hypnotisant qui nous a été servi des années durant. Et pourtant, jamais il n'y a eu de pause dans cet affrontement. Au cœur d'une société éclatée, où les conséquences de la crise frappent toutes les catégories de salariés et les couches les plus diverses de la population, les bases existent d'une convergence essentielle pour des luttes qui combattent les gestions ultralibérales et s'attaquent aux racines de la crise.

La crise a commencé à faire tomber le masque, de par la violence de la tentative d'écrasement que mène la classe dominante. Nous avons vu défiler les marchés financiers et leur course à la compétitivité, les actionnaires et leurs dividendes, les banquiers et leurs escroqueries, les grands patrons et leur « héroïsme »... Nous avons entendu que « la guerre des classes existe » et que c'est leur classe, « celle des riches » qui est en train de la gagner.

Pour que l'immense majorité, les « 99 % », puisse faire valoir ses droits au changement, nous voulons qu'émerge une nouvelle conscience de classe, qui rassemblerait le monde du travail et de la création. Il est grand temps que se retrouvent tous ceux et celles, épris de justice, de paix et d'humanité, dont l'intérêt est d'unir leurs énergies pour ne plus laisser quelques profiteurs décider à leur place. Il faut pour cela faire grandir une alternative commune. Nous bataillerons pour faire échec à la division du salariat, et à la division sexuée du travail qui se fait au détriment des femmes. Ainsi, nous combattons le fameux concept de « classe moyenne », modelé pour faire croire à toute une partie de la population qu'elle pourra s'en sortir mieux que les autres « parce qu'elle le vaut bien ». De même nous ne laisserons pas s'installer plus avant le terme pernicieux d'assistanat pour décrire le devoir qu'a la société de relever celles et ceux qui sont dans la difficulté et de les accompagner.

Des femmes et des hommes décidés à gagner

Profiteurs contre producteurs. Finance contre travail. Comment peut-on dans ce contexte, appeler à partager les efforts et proposer le match nul ? Les appels du gouvernement français à rechercher un « compromis historique » entre le patronat et les syndicats pour un « choc de compétitivité » sont inacceptables. Il s'agit d'une nouvelle tentative de « baisser le coût du travail », d'accentuer l'individualisation de la relation de travail, de démanteler le code du travail et d'imposer la flexibilité. Cette offensive n'a d'autre but que d'asservir plus encore les salarié-e-s, comme si les régressions de ces dernières années n'avaient pas suffi. Le patronat a fait le choix de la désindustrialisation, de la délocalisation, de la spéculation, de l'abandon de la recherche-développement et de la formation, de la mise en concurrence des salarié-es entre eux, l'organisation aliénante du travail, par le chômage et la précarité... Il voudrait encore doubler la facture. S'il faut un choc, c'est pour baisser le coût du capital et non la rémunération du travail ; c'est pour baisser les charges financières et non pas les cotisations sociales ; c'est pour en finir avec la précarisation et non pas pour l'augmenter ! Voilà les issues à la crise !

Les menaces de fermeture de site d'Arcelor à Florange, de PSA à Aulnay, de Goodyear à Amiens, Pétroplus en Haute-Normandie ou encore les suppressions d'emplois programmées par Renault amorcent une nouvelle étape de la désindustrialisation. L'attitude du gouvernement, qui alterne les grandes déclarations suivies de désillusions, et les propos complaisants visant à faire accepter les décisions des actionnaires est inacceptable. L'accord portant prétendument sur la sécurisation de l'emploi, signé sous haute pression gouvernementale, avec l'aval d'une partie des organisations syndicales minoritaires, vient encore faciliter les fermetures de sites, les plans sociaux et autres chantages patronaux en baissant ce qu'ils appellent le coût du travail, en précarisant les salariés et en facilitant les licenciements. Nous appelons le gouvernement à changer de cap ; nous appelons toute la gauche à refuser la casse industrielle.

Face aux offensives brutales d'actionnaires insatiables, nombre de salarié-e-s, avec leurs organisations, ont cherché à établir des résistances solides. Dénonçant le mépris et l'incohérence, ils ont mis sur la table des projets alternatifs crédibles. Malgré les atteintes au droit de grève, malgré la criminalisation de l'action syndicale, malgré les chantages, malgré l'abandon des pouvoirs publics, des luttes ont grandi, dont certaines ont pu ouvrir des brèches. Ces hommes et ces femmes, atteints dans leur dignité, défenseurs d'eux-mêmes autant que de l'intérêt général bafoué, tiennent tête aux puissants. Parmi eux, il y a ces ouvrières et ces ouvriers que les médias ont longtemps ignorés, caricaturés et dont ils ont même décrété la disparition. C'est de leur côté que se trouvent les solutions.

Dans ces luttes, les femmes prennent très largement leur place, affrontant au passage un double mépris, l'exploitation capitaliste et la domination patriarcale, tandis que chaque mesure de régression adoptée les frappe plus durement du seul fait d'être femme. Nous savons que le capitalisme se nourrit de toutes les

oppressions, mais nous savons aussi que la domination patriarcale existe en soi. C'est pourquoi il est toujours d'actualité d'exiger l'égalité. Mais si le capitalisme se nourrit de cette oppression, nous savons qu'elle n'a pas besoin de lui pour exister. Pourquoi faut-il encore aujourd'hui mener la bataille pour le droit à disposer de son corps et contre les violences faites aux femmes ? Combien sont tuées ou violentées ? Combien, de par le monde, sont traitées comme des mineures, sans droits ? Combien sont contraintes d'obéir, de se cacher, de se soumettre ? De la même manière, on explique pourtant aux hommes et aux femmes que le féminisme est un combat dépassé, balayant d'un revers de main les inégalités persistantes, le patriarcat encore vivace. Ce combat contre la domination et pour l'égalité doit se faire plus encore le combat de tout le genre humain.

Le grand piège de « l'affrontement identitaire »

Racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, sexisme, homophobie, lesbophobie, transphobie et autres avatars du rejet de l'autre n'ont pas attendu la naissance des marchés financiers pour sévir. Nous les combattons tous avec vigueur, en tant que tels. Nous savons aussi que les forces dominantes ont bien compris le parti qu'elles pouvaient en tirer : afin de détourner la colère sur d'autres têtes, elles s'attachent à diviser leurs victimes dans des affrontements qui laissent à l'abri leurs intérêts.

Pour déclarer l'ouverture de la chasse aux boucs-émissaires, tous les prétextes sont bons. La stigmatisation tous azimuts des jeunes des quartiers populaires, des agents de la fonction publique, des grévistes, ou encore des chômeurs et des pauvres établit une liste de prétendus profiteurs du système, en même temps que le portrait robot du prétendu méritant vertueux qui serait lésé par leur seule existence. Dès lors, lutter contre toutes les dominations, travailler à gagner l'unité et la solidarité contre les divisions, c'est façonner cette nouvelle conscience de classe que nous recherchons. C'est plus que jamais une urgence.

En effet, à partir de l'insécurité sociale latente, tout est fait pour que l'être humain se sente plongé dans un climat d'insécurité existentielle, au point de se vivre comme un individu assiégé de toutes parts. Assiégé dans son être même, dans son identité... Le pas suivant est vite franchi. Ainsi donc, le tranquille autochtone, serait seul face aux barbaresques menaçants. Il s'agirait donc pour lui de s'unir avec ses semblables face à l'ennemi désigné, accusé de « racisme anti-blancs ». Les mêmes qui critiquent le communautarisme l'installent de fait, dans une dimension profondément conflictuelle, allant jusqu'à usurper et dévoyer le principe républicain de laïcité.

Le déplacement du conflit social sur le terrain identitaire et communautariste est lié à l'héritage complexe et encore pesant d'une histoire nationale marquée par le fait colonial et relève d'une stratégie visant à fractionner les couches populaires et à masquer l'aggravation des inégalités sociales. C'est ce que l'on appelle

l'ethnisation des rapports sociaux, et c'est, dans le monde d'aujourd'hui, une arme de division massive.

S'appuyant sur la théorie du choc des civilisations, la diabolisation insupportable de l'islam et des musulmans, amalgamés en permanence à des étrangers intégristes et à des terroristes en puissance, a une fonction particulière dans ce dispositif. Voilà ainsi campé le personnage de l'étranger par excellence, celui qu'on incrimine et contre qui l'on veut fédérer. A partir de là peuvent se déployer toutes les peurs, toutes les haines et toutes les jalousies, comme on le voit aussi particulièrement à l'endroit des Roms ou des sans-papiers. Comme on le voit également à travers l'islamophobie et la résurgence de l'antisémitisme. Le développement d'un nouveau type de racisme, de plus en plus décomplexé, ne saurait être compris sans mesurer la portée de cette offensive menée par la droite et l'extrême droite. Elle est susceptible d'alimenter bien des tensions au sein des peuples comme au plan international. En mettant cet affrontement identitaire à l'ordre du jour, elle porte un grand danger de notre temps.

Communistes, nous affirmons l'inexistence des races, prônons l'universalisme et l'égalité de tous les êtres humains. Nous concevons la diversité des cultures, des héritages, comme une richesse et le patrimoine de toute l'humanité. Combattants contre toutes les aliénations, nous refusons les assignations identitaires imposées aux individus. Comme beaucoup d'hommes et de femmes, nous ne reconnaissons pas la richesse de l'humanité dans ces identités étriquées, fantasmées, artificielles. La question est bonne : homme, femme, qui es-tu ? Mais la réponse ne peut consister à s'enfermer dans des cases pour se rassurer et se protéger. L'être humain est un être social, un être de relations, un être de culture. L'être humain est un producteur. Un être en chemin et en devenir. Chacune, chacun, nous sommes des humains uniques et complexes, d'influences et d'appartenances multiples. Ensemble, nous sommes l'humanité.

Que dire, alors, de la nation ? Nous en portons une conception qui se situe aux antipodes de la vision identitaire et ethno-culturelle qui teinte les discours de la droite, sous l'influence de son extrême. La nation est pour nous un lieu essentiel du faire peuple et de l'exercice de la démocratie. Un lieu essentiel de l'internationalisme. La nation française elle-même s'est forgée dans la Révolution. Elle peut être fière de sa diversité régionale, en particulier linguistique. Elle s'est construite de multiples apports migratoires. Elle est habitée d'une culture ouverte et en mouvement dont le monde a besoin. Au même titre qu'il a besoin de l'apport des autres nations de l'Europe et du monde. Depuis l'aube de notre histoire, les échanges entre les peuples nourrissent les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes, leurs cultures communes et leurs façons de vivre. Partout, au cœur de la vie quotidienne dans les villes du monde, c'est cela qui se poursuit.

C'est pourquoi, l'idéologie xénophobe du nationalisme est une dangereuse fumisterie. Convaincus qu'il est vain d'enfermer toute tentative de changement dans la seule nation, nous proposons d'en refonder le principe pour reconstruire

de l'unité sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Dans le même mouvement, il sera possible d'inscrire cette refondation dans une quête de mondialité. C'est-à-dire un processus permanent d'humanisation de l'humanité capable de bousculer la mondialisation capitaliste et d'opposer aux affrontements identitaires la force d'un monde interculturel. De tous les pays, unissons-nous.

4 - L'ouverture de nouveaux champs du possible

Quand les peuples se mettent en mouvement

Partout dans le monde, des mouvements populaires se développent qui en attestent : l'humanité cherche des issues. En effet, comment ne pas trouver dans le mouvement d'occupation de Wall Street, le temple du capitalisme mondialisé, le signe éloquent d'un système en perte de légitimité ?

Dans les pays d'Europe, les peuples résistent et manifestent leur profond rejet de l'austérité. Des forces politiques comme Syriza en Grèce ou le Front de gauche en France, opposées aux orientations européennes actuelles, commencent à gagner une place politique nouvelle. Sans oublier les « Indignés », qui portent une forte contestation du système.

En Amérique Latine, dans la diversité des histoires nationales, des forces politiques, ont été portées au pouvoir pour s'opposer au pillage impérialiste de leurs richesses et de leur travail, pour fonder de nouvelles coopérations et solidarités, y compris avec Cuba, victime d'un blocus inacceptable. Il s'y mène des politiques nouvelles où l'on cherche des façons de rendre au peuple les droits qui sont les siens. Ces expériences nous intéressent, elles nourrissent nos espoirs, elles participent à rendre partout le changement possible. Nous en sommes pleinement solidaires.

Le Printemps arabe, s'il a débouché sur des situations contrastées, ne saurait être interprété autrement que comme une éruption trop longtemps contenue, d'aspirations profondes à des changements dans la vie quotidienne et dans la vie démocratique des peuples. Le monde arabe n'en pouvait plus de cette domination néo-coloniale dont la misère, la famine et la privation de libertés étaient le prix. Au cœur de ces mouvements, les aspirations démocratiques et progressistes doivent prendre le dessus. Nous devons soutenir ces forces en ce sens.

Dans notre pays, enfin, se lèvent dans de nombreux champs de la société des

mouvements de lutte qui portent des revendications et des propositions concrètes. C'est de là que naîtra le changement.

Nous souhaitons que se libèrent toutes ces forces qui veulent transformer nos sociétés, et celles qui ne trouvent pas encore à se manifester. Si elles sont encore éparées, s'il leur manque un projet commun, elles sont porteuses d'un souffle nouveau dont le monde a besoin.

Quand le progrès sert l'humanité

La révolution numérique et informationnelle bouleverse déjà les modes de production et d'échanges, comme les modes de vie. Elle prolonge l'intelligence humaine et change son rapport au monde, alors que jusqu'ici les outils, puis les machines de la révolution industrielle, avaient permis simplement de «prolonger la main», en instituant une séparation multi-séculaire entre celles et ceux qui décident et celles et ceux qui exécutent,. Les systèmes automatiques de traitement, de stockage et de transmission de l'information sont autant d'avancées ouvrant des possibilités inédites que le capital s'efforce de confisquer, avec les gains de productivité qu'elles génèrent. Elles peuvent être utilisées pour réduire les libertés individuelles. Pourtant, elles portent en elles la possibilité d'une autre civilisation, fondée sur la mise en commun et la coopération plutôt que sur la marchandisation du monde.

En tous domaines, les avancées scientifiques, les progrès considérables de la connaissance et des savoirs, accompagnés de progrès technologiques incessants, couplés à cette révolution peuvent être une chance pour l'humanité. L'organisation du travail, sa conception et sa place dans la vie des êtres humains pourrait en être complètement changée.

Contrairement au projet d'une « économie de la connaissance » qui capte la recherche au service de la rentabilité et vise la refondation de la formation au service de la division du salariat, nous voulons nous appuyer sur la place croissante des savoirs dans la société pour construire une culture commune émancipatrice. Déjà, la place croissante des savoirs dans le travail, dans le débat démocratique et dans la vie quotidienne est à l'origine d'aspirations nouvelles.

Sous la crise du capitalisme émergent déjà les prémises d'une troisième révolution industrielle avec l'impression 3D, les machines auto-répliquatives libres, l'open source hardware, les mouvements hackers et maker. Ainsi se créent et se développent des lieux de conception et de proximité en réseau, ouverts et gratuits, où l'on partage savoir et savoir-faire, où l'on crée plutôt qu'on ne consomme, où l'on expérimente et apprend collectivement, où le producteur n'est plus dépossédé de sa création, tels les Fab Lab, qui sont les moteurs de ce mouvement.

Toutes ces avancées portent en elles des possibilités de mise en commun, de partage et de coopération inédites.

5 - Un projet de société fondé sur l'humain

Alors, quel projet ? Cette question, nous ne souhaitons pas y répondre seuls. Nous voulons la poser en grand à la société. Nous voulons interroger les hommes et les femmes, pour donner de l'espace et de l'écho à leurs aspirations. Ouvrons grand les vannes : « et vous, quels changements de société voulez-vous ? » Voilà la grande campagne d'échanges citoyens que nous souhaitons lancer dans tout le pays et au-delà.

Nous ne saurions nous engager dans une telle initiative sans décrire nous-mêmes le projet de société que nous portons. Nous ne le concevons pas comme un modèle prêt-à-porter, mais une contribution forte dans la quête de l'humanité.

Rien de tout cela ne tombe du ciel. Il y a les Lumières, la Révolution française et la Commune. Il y a les anticipations fondamentales issues de Marx, et des penseurs du socialisme, avec une mention particulière dans notre pays pour la contribution de Jaurès, qui fonda ce journal au nom si emblématique : L'Humanité. Il y a ensuite les enseignements que nous continuons à tirer des échecs et de l'effondrement des premières tentatives de rupture avec le capitalisme du XXe siècle se réclamant du socialisme : sans démocratie, respect des libertés et des droits humains particulièrement, il ne saurait y avoir d'émancipation. Il y a encore les avancées produites par les communistes depuis un certain nombre d'années pour définir d'autres logiques à mettre en œuvre. Il y a enfin tout ce qui se cherche et s'invente dans les luttes et le mouvement des idées pour faire grandir l'alternative.

Notre projet se nourrit de tout cela. Il est en construction permanente. Un projet alternatif au capitalisme et à toutes les formes de domination doit permettre la convergence des pensées qui leur résistent : celles qui prennent le contre-pied des politiques libérales sur le plan social et économique, celles qui renouvellent l'exigence écologique, celles qui vont puiser dans les aspirations libertaires et l'humanisme, celles du féminisme, celles de l'antiracisme, celles de la République face à sa décrépitude avancée, celle de l'altermondialisme... Il doit également se forger dans la vie, comme une réponse aux contradictions dans lesquelles les femmes et les hommes se débattent. C'est ce que nous nommons communisme : l'incessant mouvement démocratique d'appropriation citoyenne du monde et de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs qui enverra aux oubliettes l'ancien régime du capitalisme et fera grandir l'humain dans l'humanité.

Notre visée est donc celle du communisme, c'est-à-dire une société débarrassée de toute forme d'aliénation, d'exploitation, de domination, de prédation de la planète.

La démocratie comme mode de vie

La démocratie doit être au cœur du vivre ensemble, par la reconnaissance d'une souveraineté populaire pleine et entière comme étant seule légitime. Aucun pouvoir, fut-il éclairé ou savant, ne saurait s'affranchir du peuple et gouverner sans lui. Nous proposons de démocratiser tous les espaces de la société, en recherchant partout à pousser les feux de l'intervention citoyenne et de la co-élaboration.

- Nous voulons une VI^e République, où l'exercice de la démocratie ne consistera pas à abdiquer son pouvoir de citoyenne ou de citoyen. La nouvelle constitution devra être élaborée dans un vaste débat et soumise à un référendum. Dans toutes les institutions, et en premier lieu au niveau national, nous voulons rompre avec le présidentielisme, en finir avec le cumul des mandats en nombre et en durée, favoriser la délibération et l'exercice collectif des responsabilités, instaurer la proportionnelle comme mode de scrutin, faire de la parité une règle, ouvrir un droit d'initiative législative populaire et un droit de saisine des institutions. Nous proposons également pour faire vivre la démocratie et lutter contre la professionnalisation de la politique, la création d'un statut de l'élue.

Au sein de cette République, nous voulons une vraie démocratie locale, dont les communes doivent être le cœur battant. Elles devront y développer l'esprit coopératif à chaque fois que nécessaire en faisant respecter l'esprit décentralisateur, la souveraineté populaire et l'égalité républicaine pour les citoyens de tous les territoires. Nous sommes pour une citoyenneté de résidence et nous défendons le droit de vote des étrangers vivant dans notre pays.

Pour prendre le pouvoir, il faut comprendre le monde. Notre exigence de démocratie rend nécessaire l'accès de toutes et tous aux savoirs.

Nous proposons une véritable démocratie économique et sociale, qui renforcera le droit du travail, instaurera l'exercice de nouveaux droits et pouvoirs pour les salarié-es dans les entreprises et transformera les structures juridiques qui fondent aujourd'hui la propriété du capital et son pouvoir absolu, en s'appuyant sur des formes diverses de propriété publique et sociale. La citoyenneté ne doit pas s'arrêter à la porte des lieux de travail. Sans attendre, nous voulons que les salarié-es et leurs représentant-es disposent de droits et pouvoirs d'intervention sur les choix qui président à l'organisation du travail, aux investissements, aux stratégies des entreprises et à leur financement. Nous voulons permettre aux organisations syndicales de tenir la place essentielle qui leur revient dans la démocratie sociale. Il en est de même pour les élus locaux et les élues locales, de

par leur rôle décisif dans l'aménagement du territoire.

Nous proposons une administration démocratisée des services publics et leur expansion coopérative jusqu'à la gestion des biens communs de l'humanité. Nous voulons libérer des griffes du marché l'eau, la terre, l'énergie, et plus largement des secteurs essentiels à la vie de l'humanité, y compris la monnaie... Nous voulons ouvrir des droits effectifs garantis par des services publics dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, du logement, de l'information, de la communication, des transports, de la santé, ou du crédit. Nous voulons développer la gratuité de ceux qui sont essentiels à la vie de chacune et chacun.

- La fuite en avant libérale opérée par l'Union européenne n'a cessé de s'exacerber, au point de la plonger dans une crise existentielle qui appelle des transformations fondamentales. Ainsi, la finalité même de la construction européenne doit être redéfinie. L'Europe doit devenir un grand projet humain, capable de peser pour un monde de coopération. A l'opposé des forces nationalistes qui opposent entre eux des peuples qui souffrent du même mal, nous voulons refonder la construction européenne pour bâtir une Europe des peuples, dont le but sera le progrès humain, social et écologique, et non plus la concurrence acharnée et la grande compétition des humains. Aussi, sa première ambition devra être de s'émanciper des marchés financiers. Par la coopération, elle devra permettre de mobiliser démocratiquement tous les atouts disponibles au service de la promotion des capacités humaines et d'assurer la gestion solidaire des biens communs.

Parmi les changements majeurs, il est urgent de mettre fin à l'indépendance de la Banque Centrale Européenne, qui doit être placée sous contrôle démocratique des Parlements nationaux et européen, et des citoyens. Elle devra battre monnaie pour financer les dépenses publiques et les investissements s'inscrivant dans les nouvelles priorités, aux conditions les plus favorables et dans une logique de long terme et contribuer à un essor concerté des services publics. Elle devra également favoriser la réduction des inégalités de développement entre pays membres. Parallèlement, un audit citoyen de la dette, devra permettre aux États de se libérer des charges illégitimes que les financiers leur extorquent.

Nous voulons repenser la démocratie européenne. La gestion commune des biens, intérêts et projets communs doit résulter de choix souverains, faits en pleine connaissance de cause après information et consultation des citoyennes et des citoyens. Il faut donc créer les conditions -politiques, institutionnelles, culturelles- favorisant leur implication dans l'élaboration des politiques européennes, le contrôle de leur mise en œuvre et l'évaluation de leurs effets. L'Europe refondée ne saurait altérer la souveraineté populaire ou nier les nations qui la composent, mais doit s'imposer le devoir de pousser les feux de la démocratie représentative, participative et citoyenne.

Enfin, ses principes doivent respecter ceux de la Charte des Nations Unies. Elle devra se montrer exemplaire dans l'engagement solidaire et responsable face à

des enjeux vitaux de notre temps : environnement, paix, développement... Il lui faudra ainsi rechercher tous azimuts des partenaires pour coopérer à la transformation du monde.

- Nous voulons un monde de paix, de partage, de solidarités, un monde sans armes. La paix ne saurait être garantie que par la justice, le respect du droit et de la souveraineté des peuples. C'est ce qui fonde notre soutien à la lutte légitime des peuples de Palestine, du Kurdistan, du Sahara occidental, du monde arabe en particulier. La reconnaissance par l'ONU de la Palestine comme État observateur constitue une première victoire. Nous nous opposons à l'impérialisme et à ses guerres. Partout, les relations entre les peuples doivent se bâtir sur les coopérations et la sécurité, dans la quête d'un nouvel ordre mondial. Face aux nouveaux enjeux de la sécurité internationale, comme face à la gravité de la situation, en particulier au Moyen-Orient, il est urgent de mettre à l'ordre du jour, avec l'exigence du règlement politique des conflits, le désarmement multilatéral, en matière nucléaire et bien au-delà, pour tous les types d'armes de destruction massive, pour les armes conventionnelles et de petit calibre qui font le plus grand nombre de victimes dans le monde d'aujourd'hui.

La France doit être à l'initiative, sur le plan international, pour contribuer au désarmement dans cette voie. Elle doit agir immédiatement pour mettre fin au commerce des armes fait pour alimenter les conflits et les guerres.

Les communistes considèrent comme une des priorités de leur engagement sur le plan international le combat pour la paix, pour une culture de paix, pour une démilitarisation des relations internationales, pour la mise en cause de la stratégie de dissuasion nucléaire à laquelle s'accrochent les autorités françaises.

C'est sur une base, de solidarité et de responsabilité collective, que nous proposons de refonder les institutions internationales, d'agir pour sortir de l'OTAN et la dissoudre.

Nous sommes également convaincus qu'il faut en finir avec les orientations des institutions financières internationales telles le FMI, l'OMC et la Banque mondiale, qui conditionnent toute forme d'aide à nombre de pays du Sud, et même aujourd'hui d'Europe, aux politiques néo-libérales d'austérité et de régression sociale. Une véritable révolution monétaire doit voir le jour pour mettre fin à la domination du dollar, pour mettre en œuvre progressivement une monnaie commune mondiale visant à répondre aux besoins de coopération et de co-développement en mobilisant les moyens existants et nécessaires et en favorisant le développement des services publics. C'est l'ensemble des organisations internationales, y compris l'ONU, qui doivent être transformées et démocratisées afin de pouvoir répondre aux exigences du multilatéralisme, de la coopération et du développement humain durable. Il y a urgence à mettre en discussion un manifeste pour un développement humain durable à l'échelle mondiale, afin d'engager une discussion sur la satisfaction des besoins essentiels

de tous les êtres humains et sur la gestion des ressources communes de l'humanité.

Produire, consommer et partager autrement les richesses

Le capitalisme abîme les liens des êtres humains avec la nature et des êtres humains entre eux. Avec lui, tout est devenu marchandise, tout est devenu source potentielle de profit pour quelques uns. Nous voulons faire grandir la conscience que l'humanité a d'elle-même et lui permettre d'organiser la façon dont elle subvient à ses besoins et crée les moyens de son épanouissement dans le respect des écosystèmes.

- La question du travail et des rapports d'exploitation est centrale. Les vagues de suicides qui ont frappé de grandes entreprises ont dramatiquement mis le projecteur sur l'augmentation de la souffrance au travail, due à la pression permanente et à la perte de sens du métier. La course insensée à la compétitivité ne saurait qu'aggraver cette situation. Le travail doit être garanti comme le droit de chacune et chacun à se réaliser, à participer à l'effort commun au service de la collectivité en fonction de ses moyens, en contrepartie d'un revenu lui permettant de se nourrir, se vêtir, se loger, se cultiver, se détendre, voyager...

Pris dans toute sa dimension, le travail doit être un lieu de créativité, d'épanouissement et de vie sociale. Il faut donc le réorganiser et le repenser en mettant au placard les techniques de management inhumaines et le recours à la précarité. La place des femmes à tous les niveaux de responsabilité dans le monde du travail, le refus du temps partiel imposé et la rémunération de leur travail à égalité avec les hommes doivent être des normes respectées. Historiquement, les acquis des femmes ont toujours bénéficié à tous.

La question de l'entrée des jeunes dans le monde du travail avec de vrais emplois de qualité pour éradiquer la précarité et permettre à tous d'envisager sérieusement l'avenir est un enjeu social et politique majeur dans notre société en crise.

La limitation du temps de travail à 35 heures doit être respectée et ouvrir la voie à une nouvelle réduction de celui-ci. Les atteintes au repos dominical doivent cesser. Les potentialités actuelles doivent permettre de réduire le temps de travail dans une vie, mais aussi de construire un système de sécurisation de l'emploi et de la formation pour éradiquer le chômage, démarchandiser le travail, et répondre aux besoins de formation, pour la société dans son ensemble et pour chacun de ses membres.

Chaque travailleur disposerait d'un socle de droits individuels garantis collectivement, opposable à tout employeur, transférable d'une entreprise à

l'autre, d'une branche à l'autre. Assurant le droit à l'emploi et à la formation correctement rémunérés tout au long de la vie à chacun-e, ils permettraient une mobilité dans la sécurité de droits et de revenus relevés.

Dans l'immédiat, nous opposons à l'accord national interprofessionnel nos propositions pour sécuriser l'emploi et la formation (contrat de travail, service public de l'emploi et de la formation, pouvoirs des salariés, financement...)

Les attaques violentes contre le droit à la retraite, à la santé, à l'assurance chômage, aux prestations sociales ont rencontré de grandes résistances. Nous réaffirmons notre choix fondamental en faveur de la Sécurité sociale et d'une protection sociale solidaire de haut niveau.

Pour répondre aux aspirations de la société, nous voulons sortir de la défensive en portant, à partir des luttes sur l'hôpital, l'école ou encore la recherche, une expansion et une démocratisation des services publics, tant dans notre pays qu'à l'échelle européenne et mondiale. C'est une nécessité économique pour sortir de la crise, un moyen de justice sociale, et une exigence pour le bien-être des populations et la satisfaction des besoins sociaux avec un accès égal aux services publics. Nous sommes pour une nouvelle maîtrise publique, par la nationalisation ou par de nouvelles formes d'appropriation sociale de secteurs essentiels pour l'humanité. Contre l'introduction de logiques privées au cœur des entreprises publiques, de nouveaux critères de gestion doivent être mis en œuvre pour éliminer les gâchis financiers, économiser l'énergie et les ressources naturelles, donner la priorité à la qualité des emplois des agents et à leur formation. Les agents des services publics et leurs usagers doivent disposer de droits et pouvoirs nouveaux pour leur permettre de participer à la définition même des missions à remplir, à celle des moyens institutionnels et financiers à mobiliser, à l'évaluation et au contrôle des services publics.

- Nous ne céderons pas au MEDEF qui entend passer commande de la main d'œuvre dont il a besoin en enfermant les étudiant-es dans l'acquisition de compétences restreintes et en dédouanant les entreprises de leur propre rôle de formation. L'éducation et la formation doivent permettre l'élévation générale du niveau des connaissances et des capacités dont la société a besoin, et fournir aux êtres humains de quoi se construire comme individus libres et responsables. Ces périodes doivent être reconnues comme partie intégrante du travail que chacune et chacun fournit dans une vie au service de la collectivité. Il convient également de libérer la recherche de la pression de la rentabilité avec une forte impulsion du service public et dans un esprit de mise en commun des découvertes pour faire avancer l'humanité et lui permettre de résoudre sans attendre les grands problèmes qui lui sont posés. Une nouvelle culture de partage et d'intercréativité de tous les êtres humains, en germe dans la révolution numérique et informationnelle devra être promue.

- La crise a accéléré la destruction de sites de production entiers et l'abandon de savoir-faire industriels laissant des centaines de milliers de salarié-e-s, en

particulier d'ouvrières et d'ouvriers, sur le carreau. C'est insupportable ! Nous voulons continuer à produire, dans le respect de l'environnement. Nous n'acceptons pas ce gâchis humain, social, écologique et économique que veulent imposer les grandes multinationales dans leur course à la concurrence. Vivre et travailler au pays, le slogan n'est pas d'aujourd'hui. Nous voulons mettre en œuvre d'autres modèles de gestion que ceux du capitalisme financiarisé. Nous voulons gagner une politique industrielle et de services, reposant sur des pouvoirs d'intervention des salarié-es, un nouveau crédit sélectif avec de nouveaux critères de gestion et des filières stratégiques cohérentes.

Nous voulons organiser la coopération entre les sites de production comme le proposent souvent les organisations syndicales, et favoriser les circuits courts qui économisent la planète. Nous voulons instaurer un droit de préemption pour les salarié-es sur leur outil de travail, développer l'économie sociale et solidaire. Des nationalisations doivent être opérées dans plusieurs secteurs stratégiques et pour reconquérir la gestion de biens communs. Nous voulons, sous de multiples formes, engager un grand mouvement d'appropriation sociale (entreprises et pôles publics, coopératives, SCOP...).

La planification écologique doit devenir un outil du débat démocratique exprimant la volonté de la société de répondre, dans un même mouvement, aux enjeux écologiques, économiques et sociaux.

Nous voulons maîtriser les enjeux de production, œuvrer à un mouvement de relocalisations industrielles, afin d'éviter les gaspillages de ressources, la casse de l'emploi, les atteintes à la biodiversité et d'organiser la véritable réponse aux besoins.

Ainsi, dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques à l'échelle de la planète, il faudra juguler le réchauffement climatique, dû à l'activité humaine, par une réduction, progressive mais massive, du recours aux énergies carbonées. Elles doivent être remplacées par des énergies non émettrices de CO₂, de préférence non-intermittentes, aux prix les plus bas possibles. L'extraction des gaz de schistes est une impasse. Des exigences accrues de transparence et de sûreté, la définition et le respect de normes internationales, le refus du recours à la sous-traitance sont indispensables à la poursuite de la production d'énergie nucléaire. Le mix énergétique devra être de plus en plus marqué par les énergies renouvelables : hydraulique, géothermie, éolien et hydrolien, solaire thermique et photovoltaïque, etc... Toutefois nous sommes critiques vis-à-vis des programmes actuels du « capitalisme vert » dans le domaine des énergies renouvelables, car au-delà de leurs coûts actuellement exorbitants, elles participent pour certaines à l'aggravation des émissions de CO₂ en raison de leur intermittence. La recherche devra être déployée très activement dans tous ces domaines.

La transition énergétique est une entreprise de longue durée. Nous voulons répondre aux besoins des sociétés, produire un effort de sobriété c'est-à-dire de

moindre consommation pour un même usage, d'efficacité et d'économies d'énergie dans l'habitat, les transports, les entreprises et rendre effectif le droit à l'énergie pour tous. Nous participerons activement au débat public national parce que les enjeux énergétiques ne sauraient être traités de façon éclatée dans les territoires régionaux mais avec la volonté d'une maîtrise publique complète grâce à un service public national.

Il est grand temps de sortir du cycle infernal productivisme-consumérisme, qui n'a d'autre finalité que les profits de quelques uns. Il faut donner un tout autre contenu à la croissance, imposer des exigences qui ne peuvent être que celles d'un développement humain durable. Il faudra traquer, par exemple, l'un des choix stratégiques les plus symboliques de l'absurdité du système : les gâchis matériels insensés, l'obsolescence programmée, qui voit des entreprises produire des biens à durée de vie volontairement déterminée pour doper leurs profits...

Le respect des ressources en eau et leur partage nécessite une prise de conscience plus vigoureuse encore tant les besoins sont criants. En effet aujourd'hui la moitié des êtres vivants sur la planète manquent d'eau. Puisque l'eau a été reconnue comme un bien commun de l'humanité, elle doit être accessible à tous jusque dans la gestion publique et coopérative de ces ressources. Il faut également anticiper les moyens de relever le défi alimentaire, en quantité comme en qualité, en refusant la mainmise des multinationales sur la production agricole avec ses organismes génétiquement modifiées et son modèle autant intensif qu'extensif qui constitue la négation de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne comme de la pêche artisanale. En refusant également de laisser la grande distribution venir spéculer, ponctionner et orienter à sa guise, privant les producteurs d'une juste rémunération. Il faut changer de logique en imposant les exigences d'un développement humain durable. L'heure est à un modèle d'agriculture durable qui satisfasse les besoins alimentaires de tous les être humains, émancipé de la spéculation et soucieux de la santé publique. Notre croissance est celle du développement social et écologique, pas celle de l'accumulation du capital.

Nous voulons, au niveau local, national et européen, promouvoir des pratiques véritablement démocratiques d'aménagement du territoire. Ce dernier doit poursuivre, au nom de l'intérêt général et du bien commun, des valeurs de solidarité, de coopération et d'équilibre territorial, en articulation avec les enjeux de la planification écologique. Il doit être pensé à partir des besoins de la population dans un exercice citoyen d'expression et d'élaboration collective de ces besoins.

- Le but du travail ne saurait être de produire toujours plus d'objets de consommation rentables et jetables, mais de permettre à l'humanité de vivre bien. Les inégalités de revenus exorbitantes sont une insulte à la dignité humaine, elles méritent qu'on s'y attaque en définissant des revenus minimum et maximum. Nous voulons repenser l'impôt, taxer l'argent du capital augmenter sa

puissance redistributive et sa capacité à orienter les grands choix des entreprises en liaison avec des pouvoirs nouveaux des salariés. Les richesses produites, aujourd'hui usurpées et gaspillées, devront échapper à la mainmise de la finance et des spéculateurs. Nous voulons réorienter fondamentalement l'argent des profits, l'argent des banques et l'argent public vers les salaires, la garantie de droits sociaux, l'investissement productif écologique, la recherche, l'expansion des services publics. Les nouveaux pouvoirs des salarié-es devront les placer au service des objectifs sociaux qui expriment notre ambition : l'humain d'abord ! Dans cet esprit, la réorientation du crédit bancaire est une priorité stratégique pour mettre en cause le pouvoir des marchés financiers. Déjà, des luttes sociales et politiques se mènent pour traduire cette exigence dans des dispositifs institutionnels concrets comme la constitution d'un pôle financier public et le déploiement de fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

Le choix résolu de la dignité humaine

Chaque vie humaine est essentielle à l'humanité. Pour nous, le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de toutes et tous. Naître, c'est accéder à la liberté, à l'égalité et à la fraternité. Ces valeurs toujours révolutionnaires ne peuvent vivre que si elles avancent du même pas. Il faut pour les garantir, que la souveraineté populaire s'exerce pleinement, dans un esprit de laïcité. Nul ne peut imposer aux autres ses convictions, qu'elles soient religieuses, politiques ou philosophiques.

Nul ne peut être discriminé en raison de ses origines, de ses opinions politiques, syndicales ou religieuses, de son identité supposée ou choisie, de son genre, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son état de santé.

L'égalité entre femmes et hommes doit maintenant devenir une réalité et les violences faites aux femmes doivent être systématiquement prises en compte, combattues et condamnées pour être éradiquées. La prostitution est aussi une violence, une atteinte grave à la dignité. Les personnes qui se prostituent ne doivent pas être stigmatisées. Les clients ne doivent pas être dédouanés de leurs responsabilités. Le proxénétisme sous toutes ses formes doit être condamné.

Réformer le mariage, comme l'adoption, en en faisant un droit pour toutes et pour tous, est une belle manière de reléguer dans le passé l'esprit de domination dans lequel il a été bien souvent utilisé dans l'histoire de nos sociétés.

- L'exercice concret de la démocratie, dans un quartier populaire, dans une commune, sur le lieu de travail est un geste essentiel au service de la rencontre. La République doit mettre en dialogue toutes les représentations du monde, dans la mesure où elles ne contestent pas son principe. Ainsi, nous refusons la conception qui ferait de la laïcité un principe de stigmatisation et d'exclusion.

Nous refusons aussi cette conception qui ferait de l'espace public un lieu aseptisé, où l'on s'efforcerait de n'être que semblable aux autres, les convictions des individus étant refoulées dans une «sphère privée». C'est là qu'elle doit tisser la toile des valeurs communes qu'il faut sans cesse continuer. Nous voulons porter une vision de la laïcité, qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité de droits et l'indépendance de l'État à l'égard de toute religion et de toute autorité hormis la souveraineté populaire. Aussi, nous nous opposons à tous les intégrismes qui instrumentalisent les religions à des fins politiques et qui portent atteinte aux libertés et à la dignité humaine, en particulier à la dignité des femmes.

- Nous voulons développer l'accès à la culture, à l'information et aux connaissances, mais aussi leur appropriation sociale, en élargissant ce que les êtres humains ont en commun ou peuvent partager et qui construit leur humanité. Il s'agit de dépasser les querelles identitaires dépourvues de sens et de permettre à chacune et chacun d'être maître de son destin individuel en participant au destin collectif. Nous imaginons une information subtilisée aux mains des financiers et démocratisée. Nous voulons en finir avec une éducation mise au service de la rentabilité et des intérêts du capitalisme. Construire une culture commune exige un grand service public national de l'éducation pour toutes et pour tous, laïque et gratuit jouant pleinement son rôle d'éveilleur du sens critique. Nous voulons sortir de la marchandisation des œuvres de l'esprit, de l'avalissement de la culture, réduite au rang de passe-temps chargée de produire du temps de cerveau disponible. La culture peut donner dans la gravité ou dans la légèreté, mobiliser l'intelligence ou les émotions, prétendre à de grands bouleversements ou n'avoir aucune prétention, mais elle ne saurait être le résultat d'une production industrielle passée au tamis du marketing pour abaisser le peuple et le rendre docile. L'art, la culture, l'imaginaire sont des vecteurs essentiels des créations humaines, des moteurs de transformation sociale, des révélateurs de citoyenneté et d'humanité. Élément essentiel de notre projet d'émancipation humaine, le sport doit être libéré de la domination de l'argent pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à l'école, la vie associative et le bénévolat avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

- La République ne se fige pas dans une image d'Épinal surannée en brandissant le drapeau français. Ce que doit porter le drapeau français, ce sont les valeurs généreuses de la Révolution, celle de « Ma France » de Jean Ferrat et nulle haine recuite. Nous ne nous sentons pas menacés par l'immigration. Elle est un drame pour celles et ceux qui en viennent à quitter leur pays pour fuir la misère, les violences et les guerres, dont bien souvent le pillage colonial et néocolonial est l'origine. Nous voulons résorber les inégalités planétaires. Mais il faut également lutter contre les marchands d'illusions, les passeurs et trafiquants qui rançonnent les migrants, les patrons qui les exploitent. Pour celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de partir, le départ est une déchirure. L'arrivée ne doit pas en être une seconde. Les centres de rétention doivent être supprimés. Nous voulons accueillir celles et ceux qui travaillent ici, étudient ici, leur donner des papiers. Liberté de circulation et d'installation des individus, égalité des droits doivent

devenir la règle en France. Notre patrie, c'est celle des droits de l'homme et de la femme.

- Nous combattons la misère qui détruit les vies humaines, et mettons tout en œuvre pour prévenir l'exclusion notamment par le droit au logement pour tous, la construction de logements sociaux et un service public pour assurer ce droit. Nous entendons faire admettre le droit essentiel de tout être humain à vivre pleinement et le droit d'être secouru par la solidarité nationale en cas de difficulté. Contre les politiques de seuil qui concentrent de faibles deniers publics sur la population la plus paupérisée, nous voulons retrouver le chemin d'une vraie protection sociale. Nous voulons permettre au travail social de renouer profondément avec sa raison d'être en écartant tout dispositif de contrôle social à l'égard des usagers.

- La dignité humaine est un droit qui doit être garanti jusqu'au bout de la vie. C'est pourquoi nous voulons refonder la protection sociale mise à mal par les directives européennes, les réformes régressives et les attaques des assurances privées. La protection sociale doit prendre en charge toutes les situations de handicap. Elle doit également prendre en charge la perte d'autonomie. Nous défendons l'obligation de combattre la douleur, cela demande de véritables moyens. Le développement des soins palliatifs est une exigence d'humanité, qui n'est pas compatible avec l'acharnement thérapeutique en fin de vie. Nous combattons enfin la marchandisation des corps et du vivant sous toutes ses formes.

- Le respect de la dignité humaine s'impose même pour ceux qui enfreignent les lois. Opposants résolus à la peine de mort et à toute logique de vengeance, nous voulons sortir du tout carcéral, développer les peines alternatives à l'enfermement et maintenir l'ordonnance de 1945 pour les mineurs en l'actualisant, sans la dénaturer de son esprit initial. Nous voulons des peines qui permettent aussi la réinsertion. Les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires sont indignes de notre République, ils doivent être renouvelés, repensés, pour garantir à chacun le respect de sa dignité. Nous refusons de voir des hommes et des femmes enfermés dans leurs crimes ou leurs délits sans jamais pouvoir retrouver leur place dans la société. Nous savons que cela demande de la part de la société un accompagnement exigeant, mais nous savons aussi que cette attitude peut transformer des individus.

II - La révolution citoyenne pour gagner le changement

1- Prenez le pouvoir

La politique est notre choix. Nous la savons décriée et discréditée, parce que l'on s'est tellement appliqué à la rendre impuissante. Pour nous, elle est un outil d'émancipation ; pour les puissants, elle est l'art de domestiquer le peuple. La démocratie est notre but ; elle est aussi notre chemin.

En convainquant les hommes et les femmes que leur voix et leurs actes comptent, nous voulons donner à chacune et chacun un vrai pouvoir sur sa vie, leur donner confiance en nos ressources communes pour faire face aux grands enjeux. Nous voulons redonner sens à la souveraineté populaire bafouée à grande échelle comme ce fut le cas à la suite du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Nous voulons permettre aux femmes et aux hommes d'investir à tout moment tous les lieux possibles et imaginables, dans un vaste mouvement d'appropriation citoyenne capable de formuler et de rendre incontournables les aspirations populaires.

Chaque attaque menée contre l'intérêt général, doit nous amener à faire avancer la bataille des idées, à mettre en mouvement le plus grand nombre, à faire grandir la force de l'intervention citoyenne.

Si le pouvoir a en partie été transféré en dehors de la sphère républicaine par les démissions et les abandons successifs, les institutions continuent d'être mises sous pression pour répondre aux exigences de compétition des marchés financiers et de leurs fameuses agences de notation. Pour qu'elles regagnent une véritable capacité d'intervention au service de l'intérêt général, cela passera par une légitimité populaire retrouvée dans la pratique comme dans les objectifs. C'est pourquoi la participation et la mise en mouvement citoyennes sont au cœur de l'action farouche des élu-e-s communistes dans toutes les institutions où ils sont présents. Cet état d'esprit est le nôtre du local au mondial.

Au-delà, nous voulons démocratiser tous les espaces de la société. Dans les entreprises, privées et publiques, qui fonctionnent sur un modèle monarchique, l'action des organisations syndicales participe de cette dynamique que nous souhaitons. Les salariées doivent gagner du pouvoir sur l'organisation du travail comme sur les grandes orientations de l'entreprise et son financement. Tout

comme dans les lieux d'éducation et de formation, où il y a également un pouvoir d'intervention à gagner sur l'organisation de la vie sociale, sur les apprentissages et leur but.

2 - Une stratégie à dimension internationaliste

Nous voulons agir dans le même temps aux plans local, national, européen et international pour gagner des changements à tous les niveaux qui se nourriront mutuellement.

Pour cela, nous devons travailler à faire converger les solidarités et les mobilisations et à leur permettre d'apparaître dans toute leur dimension. C'est d'autant plus nécessaire que lorsque les femmes et les hommes se rendent compte que les combats d'ici rejoignent ceux qui se mènent ailleurs, l'espoir grandit.

Cette conscience est en train de s'affirmer parmi les communistes et progressistes du monde entier. La situation actuelle appelle donc la constitution d'un réseau international progressiste très ouvert pour agir sur des objectifs immédiats, mais aussi pour faire grandir la contestation de l'impérialisme et l'alternative au capitalisme. C'est l'esprit dans lequel nous sommes également partie prenante des Forums sociaux mondiaux, des réseaux qui agissent pour promouvoir une culture de paix et de tous les espaces de coopération politique comme celui noué entre le Parti de la Gauche Européenne et le forum de Sao Paulo. Nous contribuons aussi à initier et à développer de tels espaces avec les forces africaines, avec celles de la Méditerranée ou d'Asie.

Faire sauter le verrou de l'Europe « austéritaire »

Il est désormais de plus en plus acquis dans notre quotidien que les questions européennes sont des questions de politique intérieure. Loin des peuples qu'ils gouvernent, les chefs d'États du continent peaufinent ensemble patiemment à Bruxelles des politiques standardisées contraires aux intérêts de leurs populations. Pour beaucoup, le fonctionnement même de l'Union européenne semble rendre impossible les changements progressistes et constitue un élément important de leur sentiment d'impuissance.

Il s'agit aujourd'hui de donner une place majeure dans nos analyses et dans notre action à cette dimension européenne par laquelle passent aujourd'hui de nombreux choix dont les citoyennes et citoyens sont dessaisis.

Là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalismes, et de construire des rapports de force solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise actuelle des marchés. Il est nécessaire d'approfondir une stratégie politique européenne.

Nous voulons augmenter encore la dynamique du Parti de la gauche européenne et favoriser avec lui tous les espaces de coopération où pourront se rassembler les forces politiques, sociales et citoyennes qui remettent en cause les orientations européennes actuelles, et sont disponibles pour travailler à des alternatives à l'échelle européenne.

En juin 2014, les élections du prochain Parlement européen seront un moment clef pour faire le bilan de la politique austéritaire européenne et faire grandir le rapport de force en faveur d'un changement profond. Nous devons y porter l'ambition de refonder l'Union européenne.

3 - La gauche au pouvoir en France, pour quoi faire ?

La victoire contre Nicolas Sarkozy

Pendant une décennie, après cinq années d'un gouvernement de gauche plurielle auquel nous avons choisi de participer, la droite a exercé le pouvoir en France sous la domination de plus en plus marquée de Nicolas Sarkozy.

Si nous avons su être utiles, notre présence et notre action n'avaient pourtant pas permis de répondre suffisamment aux besoins et aux attentes. La droite et l'extrême droite en embuscade en avaient profité pour administrer à la gauche sa plus douloureuse défaite.

La droite y a puisé la force d'engager une politique de régression radicale, cherchant à en finir avec les acquis des grands mouvements populaires, à commencer par ceux de la Libération. Pour garder le pouvoir, sous l'impulsion d'un Nicolas Sarkozy avide de provoquer de graves mutations idéologiques, elle s'est engagée dans une course-poursuite nauséabonde et dangereuse avec les forces d'extrême droite.

Sa politique du traumatisme permanent a pu provoquer en même temps que de vives résistances, un profond découragement dans la société.

Mais cela n'a pas suffi à éradiquer l'espoir en un monde meilleur. Ainsi, les échéances de 2012 ont vu notre peuple chasser, in extremis, le « Président des riches ». Dans cette victoire, avec le Front de gauche, nous avons joué un rôle majeur en dévoilant les enjeux, en faisant grandir l'espoir et en donnant du contenu au changement.

L'irruption du Front de gauche

Dans la dynamique du Front de gauche, notre parti a opéré un retour remarqué sur la scène politique, et une transformation de sa propre représentation dans l'opinion publique. Toute une partie du peuple de gauche s'est peu à peu reconnue dans la démarche du Front de gauche et l'a investie de son espoir. Ainsi, progressivement, au fil des élections, il a réussi à faire grandir cette dynamique, jusqu'à bousculer les plans préétablis de l'élection présidentielle, avec notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, en réalisant une large unité de forces antilibérales et anticapitalistes jusqu'ici très divisées. Les tentatives de présidentialiser et de bipolariser la vie politique n'ont pas cessé pour autant. Si nous avons pu affronter cette réalité avec un réel succès lors de l'élection présidentielle, nous ne sommes pas parvenus à confirmer cet élan, aux élections législatives, qui étaient pourtant un enjeu majeur. A la suite de l'élection de François Hollande, nous n'avons manifestement pas su convaincre de notre utilité au sein d'une majorité qui ne serait pas dirigée par nous. Malgré les progressions de nos candidat-es, nous n'avons pas réussi à incarner l'envie de changement qui s'est cristallisée plus fort encore dans un soutien massif aux candidat-es du Président de la République élu, nous faisant perdre des député-es. Aussi, le Parti socialiste et les Verts croient pouvoir se passer du Front de gauche et gouverner comme ils l'entendent. Nous ne pouvons d'autant moins nous en satisfaire que nous avons su donner force ensemble à l'alternative. Cette réalité montre le chemin qui reste à parcourir pour démonter le sentiment d'impuissance et convaincre qu'il existe une voie pour rendre possible ce qui, à beaucoup, semble souhaitable.

Et maintenant, le changement ?

Plus que « le changement c'est maintenant », François Hollande a promis un changement de Président. Pourtant, un espoir s'est levé.

Or depuis sa prise de fonctions, le gouvernement roule à contresens. Tout se passe comme si l'actuelle majorité s'appliquait à gérer les suites du quinquennat précédent.

Il est d'abord demeuré sans réponses satisfaisantes aux urgences, sans gestes forts annonçant une réparation des blessures de la droite et sans ambition de transformation. S'il y eut quelques mesures positives, comme la suppression du bouclier fiscal et la loi autorisant le mariage et l'adoption par les couples de

même sexe, les actrices et les acteurs du grand mouvement pour le droit à la retraite qui a préparé la défaite de la droite en sont pour leurs frais. En réalité, obnubilé par les exigences des marchés financiers, parmi lesquelles la réduction de la dette -et en fait celle des dépenses publiques-, le gouvernement n'apporte pas de véritables réponses aux besoins. Si les engagements pris étaient frappés au sceau de véritables contradictions, ceux qui commencent à être reniés sont justement ceux qui nous paraissent aller dans le bon sens. Ainsi, la décision de ratifier en l'état le traité européen écrit à quatre mains par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, alors qu'il n'a pas été renégocié, manifeste le choix de promouvoir les orientations austéritaires de l'Union européenne. C'est un acte grave, qui sera définitivement entaché d'irrégularité démocratique. Avec son refus de contester le pouvoir de la finance, le gouvernement n'est pas en capacité de combattre la crise. Il l'aggrave même avec son plan d'économies budgétaires sans précédent et le pacte de compétitivité. Au fond, la question est posée : où est passé le changement ? Avec l'orientation choisie par le gouvernement, il n'y a plus de marges hors l'impulsion de vraies ruptures avec les logiques du système. C'est pourquoi rien n'est immuable. De plus en plus, le gouvernement devra faire face à d'importantes contradictions auxquelles il doit trouver des solutions. Le débat est en train de prendre de l'ampleur, y compris au sein de la majorité gouvernementale. Nous ne restons pas en dehors et nous faisons tout pour que notre peuple s'y invite.

Face à la crise, de plus en plus d'hommes et de femmes s'interrogent et se mobilisent. Nous voulons faire grandir la prise de conscience et rassembler le camp du changement pour porter l'ambition d'une alternative à l'austérité en gagnant dans les mobilisations des avancées concrètes jusqu'au changement d'orientation de la politique gouvernementale. C'est le sens de la grande campagne de propositions que nous initiions avec le Front de gauche : « une alternative à l'austérité, c'est possible ». Dans les semaines qui viennent, les communistes vont s'y investir avec force, afin de changer de cap gouvernemental et d'ouvrir la possibilité d'un rassemblement majoritaire pour une autre politique à gauche

4 - Sans attendre, gagner le changement

Faire reculer la droite et l'extrême droite

Déjà, l'extrême droite est aux aguets pour exploiter chaque déception populaire et pour prospérer sur les peurs et notamment celle du déclassement. Partout en Europe, on mesure avec effroi les percées qu'opèrent les mouvements qui s'en revendiquent. Dans des sociétés dévastées par la crise, l'extrême droite s'applique à pratiquer l'exacerbation identitaire dont la droite a aidé à créer les conditions. Se présentant abusivement comme des forces anti-système, elles développent un discours d'incitation à la haine, jouant sur la peur des individus

pour les fragiliser et les conduire à abdiquer de leur humanité et leur liberté.

En France, le FN veut avancer sous un nouveau visage en prétendant s'approprier les intérêts populaires, la laïcité et la République.

La droite, sonnée par la défaite, est elle aussi déjà sur le chemin du retour, malgré ses divisions. En son sein, ils sont nombreux à imaginer que sur la base des thèses nauséabondes de l'extrême droite, pourra se dessiner une nouvelle alliance à même de changer radicalement les rapports de force politiques.

C'est pourquoi nous devons continuer de mener un combat offensif face à ces idées, qui ne peut se contenter d'une diabolisation. Son projet représente pour nous le plus grand des dangers, et nous ne devons avoir de cesse que de nous expliquer sur les raisons qui fondent notre rejet catégorique de l'extrême droite.

Pour nous, il s'agit bien d'un combat de classe, qui a pour ambition de faire reculer la division et de renouer les liens de la solidarité. Pour cela, nous devons trouver les moyens de toujours mieux donner à comprendre le monde et la politique ; nous devons rendre crédible la perspective de changements concrets.

Nous refusons de nous laisser enfermer dans un jeu en miroir avec le Front National, dont certains se servent pour nous marginaliser. Nous combattons les forces de la finance, qui ont diverses manières de se faire représenter en politique, dont celle-là, qui est la plus terrible.

Mener la bataille des idées et de la culture

Nous voulons renverser la domination idéologique et culturelle que l'on nous impose. Une domination marquée par un grand mépris du peuple dont il s'agit de faire un troupeau d'animaux dociles, uniformes et rongés par le désir d'acheter.

Dans cet esprit, nous voulons nous attaquer à l'emprise des forces d'argent sur les médias et l'information. Le formatage et la marchandisation de celle-ci, la fabrication et le matraquage d'un imaginaire conforme aux besoins du capital constituent des moyens essentiels de sa domination, et de véritables obstacles à l'expression des aspirations qui travaillent la société. Libérer les médias et garantir le pluralisme est une exigence majeure. Dans chacun des espaces possibles, notamment dans l'audiovisuel public, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. L'Humanité comme l'ensemble des organes de presse dont nous animons le développement sont des outils essentiels dans cette bataille. Nous devons également produire un nouvel effort pour investir les nouveaux moyens de communication et d'information, jusque dans leur dimension participative, avec le souci d'approfondir la réflexion

et d'affronter les contradictions. Le moindre sujet est désormais prétexte à développer des visions du monde simplistes et bâties sur la réaction de l'instant. Nous devons nous en saisir pour pousser la réflexion et ouvrir d'autres perspectives. Nous devons également combattre la dictature des experts du système, dont les savants développements estampillés du sceau de l'objectivité sont destinés à clore les débats et baliser les cheminements de pensée. De même, l'école ne doit pas servir la reproduction des « élites » mais l'émancipation de toutes et tous.

Enfin, nous voulons donner toute sa place au développement de la création et permettre une réelle appropriation des œuvres de l'esprit en donnant un nouvel élan à l'éducation populaire. Notre expression doit y puiser les moyens de parler au cœur des femmes et des hommes, à leur intelligence, de les toucher dans ce qui fait leur vie et leur être.

Ce n'est pas en professant quelque morale que l'on luttera contre celles et ceux qui veulent étiqueter les êtres humains mais en ouvrant les pistes dont on voudrait leur interdire l'accès.

Faire grandir les fronts du changement

A chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement. Sur chaque sujet, il s'agit de constituer le front le plus large pour gagner, comme nous avons voulu le faire face au Traité européen.

Le développement d'un mouvement syndical et social à haut niveau revendicatif, avec l'existence de convergences nouvelles pour faire reculer les politiques d'austérité, le travail poursuivi par le mouvement associatif et culturel, doivent nous amener à approfondir encore cette rencontre avec eux et ce lien, dans le respect et l'indépendance de chacun.

Ainsi, pour gagner le droit de vote et d'éligibilité des étrangers en 2014, nous sommes engagés dans la campagne du collectif unitaire.

Nous voulons être utiles, tout de suite, à gagner des avancées immédiates. C'est à partir des luttes qui se développent, des propositions qui grandissent et des aspirations populaires que nous pourrions dépasser les mécontentements et les déceptions pour faire mouvement.

C'est une dimension essentielle de notre combat, à travers laquelle des hommes et des femmes pourront faire l'expérience du poids de leur engagement et de leur capacité à transformer les choses. Depuis le quartier jusqu'aux questions

internationales, nous voulons continuer à nous rassembler avec d'autres pour faire de l'espace aux aspirations et à créer les rapports de force qui peuvent les imposer.

Engager une nouvelle étape du Front de gauche

Le Front de gauche porte un immense espoir. Son irruption est un phénomène politique majeur. Il est la manifestation politique et électorale à laquelle nous sommes parvenus, avec nos partenaires, en mettant en œuvre cette stratégie de fronts de rassemblement. Pour nous, il s'agit d'une dynamique durable qui n'est pas achevée. Depuis que nous l'avons initié, le Front de gauche a grandi, il s'est installé comme une forme politique nouvelle dans laquelle chaque organisation, chacune et chacun a sa place et se trouve respecté dans des espaces d'échange, d'élaboration, d'initiatives, de coopération. C'est là que réside sa force.

Avec toutes les forces disponibles, nous voulons écrire la saison deux. Nous voulons donner un nouveau souffle à la dynamique citoyenne qu'il suscite, en permettant à un très grand nombre de femmes et d'hommes de toujours mieux s'y retrouver, notamment par le développement des assemblées citoyennes, qui prennent parfois la forme d'ateliers législatifs. Notre conviction est que ces espaces doivent fortement se développer au plus près des territoires dans les formes adaptées que décident celles et ceux qui y participent. Les fronts de lutte et les fronts thématiques sont des réseaux d'action dont nous pensons qu'il faut pousser plus loin encore l'expérimentation.

Nous voulons élargir fortement le périmètre des femmes et des hommes qui se reconnaissent dans le Front de gauche, notamment parmi celles et ceux qui ont contribué à l'avènement de la nouvelle majorité gouvernementale et veulent agir pour le changement. Au-delà des campagnes électorales, nous voulons continuer à cheminer avec un nombre toujours plus important de femmes et d'hommes, inventant les conditions d'un travail en commun. Pour franchir une nouvelle étape, le Front de gauche a besoin d'un lieu où les apports et les expériences d'actrices et d'acteurs du mouvement social, associatif, intellectuel et culturel pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens, et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique. C'est ce que nous proposons d'appeler « coopérative citoyenne ».

Ensemble, nous sommes porteurs d'une grande ambition. En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau Front populaire.

Du Front de gauche, nous portons l'ambition d'en faire un grand mouvement populaire capable de bousculer le rapport de force à gauche jusqu'à rendre

majoritaires les options de transformation sociale. Une réorientation politique est la seule hypothèse pour laquelle notre parti serait prêt à participer à l'exercice du pouvoir afin d'apporter son concours à la construction du changement. Nous refusons les orientations social-libérales actuelles du gouvernement, qui conduiraient inévitablement à l'échec si elles étaient poursuivies. Ce serait une catastrophe pour notre peuple, qui remettrait en selle la droite et ferait encore grandir l'extrême droite. Nous voulons donc tout faire pour rassembler la gauche, et gagner un changement de cap pour réussir. Rien ne nous empêchera d'être ensemble la force agissante de la gauche. Il va falloir faire avec nous, il va falloir faire avec le peuple !

Afin de donner force aux exigences populaires, dans la foulée de la campagne « une alternative à l'austérité, c'est possible », nous proposons au Front de gauche d'initier ensemble la grande campagne « et vous, quels changements de société voulez-vous ? », une grande campagne visant à libérer la parole et les aspirations des entraves du renoncement. Elle pourrait par exemple connaître un moment fort à l'automne prochain avec des Assises du changement.

Préparer les prochaines échéances électorales

Nous allons aborder en 2014 trois échéances électorales majeures : après les municipales viendront les européennes, puis les sénatoriales. Et plus tard, en 2015, les élections cantonales et régionales.

Face aux ambitions affichées de la droite et de l'extrême droite, pour chacune de ces échéances, nous voulons rassembler le plus largement possible sur des projets ambitieux qui placent chaque institution en position de répondre aux besoins.

Les communes sont un pilier essentiel de notre République. Une bataille est engagée pour refuser la casse de la démocratie locale : tout en poussant les feux de coopérations choisies, les communes doivent gagner en liberté d'action et en responsabilité. Elles sont de formidables espaces de citoyenneté, de services publics, de culture, de vivre ensemble.

Les communistes sont engagés dans l'action municipale et intercommunale, souvent au sein de majorités de gauche constituées sur des projets, parfois dans l'opposition. Partie prenantes d'aventures humaines et de l'histoire locale, ils veulent continuer à être utiles au plus près des femmes et des hommes et continuer à leur rendre le pouvoir. C'est pourquoi nous décidons de lancer partout des appels à de larges rassemblements en commençant dès aujourd'hui à construire les contenus qui guideront notre action avec les habitantes et les habitants. C'est avec elles et avec eux que nous voulons créer les conditions de nouvelles conquêtes politiques. Partout, nous entendons ainsi renforcer et augmenter notre influence, en faisant la démonstration sur le terrain qu'une autre pratique et une autre ambition politique sont possibles. La présence d'élus

es communistes au sein des assemblées municipales est un point d'appui essentiel dans les batailles politiques de notre parti. Cela constituera un atout considérable pour renforcer notre groupe au Sénat. Nous abordons ces élections dans un esprit de conquête, pour mettre en responsabilité plus d'élu-es communistes encore.

La force du Front de gauche sera un atout important, pour aller vers les rassemblements les plus larges possibles à gauche, avec la volonté de faire échec aux appétits de la droite et de l'extrême droite. Ces échéances pourront être l'occasion d'ouvrir des perspectives de sortie de l'austérité et de changement. En ce sens, nous envisageons de tenir un forum national de la démocratie locale, des services publics et des territoires.

Les élections européennes pourront être l'objet d'une large convergence des forces qui contestent l'orientation libérale actuelle de l'Union, l'accélération des politiques austéritaires, la convergence des États sur des choix politiques guidés par la satisfaction des marchés financiers, et le caractère profondément antidémocratique de son mode de fonctionnement.

Nous devons mener une campagne de dimension européenne cherchant à faire converger le maximum de forces de gauche des différents pays, avec l'objectif de renforcer dans le parlement européen le groupe GUE-NGL le plus fort possible. En France, pour atteindre cet objectif, nous devons constituer les listes d'un Front de gauche européen élargi pour rassembler toutes les forces transformatrices. Dans cette optique, nous proposons au PGE d'organiser des forums progressistes pour la refondation de l'Europe.

III - Un nouvel élan pour le Parti communiste français

Pour mener à bien ces combats, il y a besoin d'un parti communiste déchaîné. Fiers des grandes aventures auxquelles nous avons contribué ces dernières années avec le Front de gauche, nous abordons la période qui s'ouvre avec un appétit d'ogre. Avec les nouvelles énergies qui se rassemblent dans notre maison, nous n'avons pas peur de déclarer notre gourmandise. Non pas celle qui rend malade et qui exige l'excès, mais celle des corps et des esprits qui veulent manger à leur faim, celle du plaisir que l'on partage. C'est sous ce jour nouveau, loin des caricatures, puisant force dans les épreuves qui ont affecté notre combat, que nous nous dévoilons désormais aux yeux de notre peuple. Offensifs, rassembleurs, inventifs, populaires... voilà qui nous sommes. Le parti de l'humain d'abord.

1 - Le nouveau parti pris communiste

Nous avons affronté le XXe siècle. Au nom du communisme se sont développés des grands espoirs et des combats essentiels mais se sont aussi construits des régimes d'oppression qui ont échoué à produire l'émancipation humaine que nous portons. Nous avons mené ici notre combat et provoqué des avancées sociales et démocratiques majeures ; nous avons cependant peiné à nous dégager de l'affrontement qui se jouait dans la guerre froide. Nous avons souffert de voir ainsi notre idéal s'abîmer, de voir les forces capitalistes avoir beau jeu de jeter sur lui le discrédit et de voir l'espoir en un monde meilleur tellement se rétrécir. Mais nous avons choisi de ne pas fermer les yeux et d'en tirer, parfois péniblement, toutes les leçons. Ce travail doit être poursuivi. A l'aube du XXIe siècle naissant, nous nous sentons aujourd'hui plus libres et plus forts pour nous tourner vers l'avenir. Nous savons qu'il ne peut y avoir de communisme sans démocratie, sans que le cœur en soit la démocratie. Pour être émancipateur, un projet politique ne peut être qu'une œuvre collective à laquelle chacune et chacun peut participer.

Nous voulons faire grandir le communisme de nouvelle génération dont le monde a besoin. Nous décidons d'engager un grand travail sur notre visée et notre projet afin de l'approfondir et de mieux le donner à voir.

Le parti communiste change, sans se renier. Il change parce qu'il cherche encore et toujours les meilleures voies pour cette révolution citoyenne. Il change parce

qu'il est le bien commun des hommes, des femmes et des jeunes qui le rejoignent de plus en plus nombreux avec leurs révoltes, leurs colères, leurs espoirs, leurs idées, leurs désirs... Il change parce qu'il n'a de cesse que d'être en dialogue avec celles et ceux qu'il rencontre. Il change parce que l'état du monde fait grandir l'urgence et le besoin de changement. Il change et il doit encore changer. Nous portons en nous l'exigence d'une démocratisation toujours plus poussée de notre pratique et de notre organisation. Elle doit continuer de s'expérimenter dans la vie et de se partager au sein de notre Parti. Mais nous savons aussi que l'essentiel de nos transformations est liée à la construction de notre projet, à la façon dont nous saurons en faire un moteur qui nous entraînera où nous n'aurions peut-être pas imaginé aller.

2 - Un parti d'émancipation, d'action et de rassemblement

Militer est une dimension de nos vies. Militer, c'est chercher la rencontre, c'est être à l'écoute de l'autre, c'est refuser l'injustice et l'arbitraire, c'est faire grandir la solidarité au travail, c'est nouer des liens de fraternité dans la cité. Militer, c'est avoir toujours le cœur à portée de main, à portée d'humain.

Nous voulons être un parti différent, qui porte une autre conception de la politique que celle qui consiste à vouloir se réaliser personnellement dans la quête d'un destin politique personnel : celle de faire participer réellement le plus grand nombre au combat commun.

Nous voulons être toujours mieux un parti d'émancipation, où l'on trouve à grandir et à s'épanouir, où le sens de l'engagement de chacune et chacun se partage et s'enrichit de celui des autres. Par l'accès aux savoirs, à la culture, au débat démocratique, par les expériences militantes, nous voulons en faire un outil pour que chacune et chacun puisse se construire comme femme ou comme homme, comme militante ou militant, comme citoyenne ou citoyen. Ainsi, le Parti communiste pourra être un intellectuel collectif, un collectif d'intelligences et d'expériences capable de mobiliser le monde du travail, du savoir, de la création, pour nourrir la reconquête idéologique et culturelle. La nécessité de la conceptualisation et théorisation ne s'est jamais faite autant sentir que dans un monde où chacune, chacun, est confronté en permanence au bruit et à la fureur, ainsi qu'à de profondes mutations. C'est dans cette envie de savoir, de recherche, d'éducation populaire, seule capable d'élever notre niveau de compréhension de ce qui est à l'œuvre dans la société, que nous devons mieux ressourcer notre Parti. La formation des communistes est une exigence et un objectif majeur auxquels nous voulons répondre mieux encore à l'avenir.

Le champ de notre intervention ne se limite pas aux échéances électorales. Nous sommes un parti d'action, qui cherche en permanence à faire vivre le débat et à

gagner de vraies réponses aux besoins. Les pratiques clientélistes qui se développent, dont l'objet est d'asservir des hommes et des femmes par un jeu de pouvoir et de promesses sont un poison pour la politique. A chaque fois qu'un être humain est dans le besoin, quel que soit son option politique, notre devoir est d'agir avec lui sans attendre de retour pour répondre à l'urgence comme au problème de fond que sa situation soulève. Notre projet est à usage immédiat : nous voulons être le parti d'un peuple qui se bat.

Notre parti a vocation à s'exprimer dans la société à gorge déployée, à mettre en scène son projet, à faire grandir ses valeurs. Pour cela, il doit être un espace culturel et de création où se croisent la politique, le débat d'idées et les pratiques artistiques.

Son existence et son apport original sont des atouts pour tous ceux et celles qui cherchent à se rassembler pour changer les choses. En effet, chaque fois que nécessaire, nous voulons participer aux rassemblements les plus efficaces pour gagner des avancées. Le Front de gauche en est l'une des dimensions majeures. C'est ce qu'ont compris celles et ceux qui nous rejoignent chaque jour.

3 - Une ambition démocratique de tous les instants

Notre organisation est au service de ces choix. Ainsi, au cœur de notre fonctionnement, nous plaçons la délibération collective. C'est dans ce cadre, en rupture avec toute idée de hiérarchie, que s'exercent les responsabilités.

Au sein de nos instances, nous voulons progresser encore pour faire vivre la parité, la mixité, le renouvellement, et la diversité qui sont essentiels pour la démocratie.

Ensuite, nous voulons créer les meilleures conditions d'une mise en mouvement des militantes et des militants dans leurs lieux de vie, de travail et d'engagement. Dans une société où l'on nous présente tous les choix comme des évidences techniques, nous voulons qu'ils puissent partout être porteurs de réflexion politique et de dynamiques citoyennes. Nous voulons qu'ils puissent partout faire naître cette solidarité et cette confiance qui permettent de pousser toutes les portes, mêmes celles que l'on croyait fermées. Nous voulons qu'ils puissent partout agir au nom du Parti communiste, en libérant l'initiative, la spontanéité et l'intervention militante.

Enfin, cela suppose de vivre un parti ouvert, tourné vers le monde en permanence et recherchant à se mettre en dialogue avec la société. Nous

devons ainsi poursuivre les efforts entrepris pour mieux communiquer notre projet, nos propositions, nos initiatives, nos espoirs. Mais nous devons également développer et ouvrir nos réseaux et nos échanges à tous ceux et celles qui veulent travailler avec nous, à tous ceux et celles dont la réflexion nous intéresse.

4 - Un parti populaire, pleinement déployé dans la société

Pour s'adresser au peuple de notre pays, les partis dominants ont découpé la population en couches, catégories et communautés. En s'adressant à elles, il s'agit pour eux de les faire exister dans les représentations mentales, de les opposer entre elles plus ou moins artificiellement, puis d'opérer des choix et des alliances. Ce n'est pas notre conception des choses.

Nous voulons parler à toutes et tous, en faisant émerger l'intérêt général, le bien commun, et la promotion des valeurs essentielles pour la dignité humaine. Mais pour cela, nous sommes conscients qu'il faut pouvoir s'adresser à chacune et chacun dans sa vie, sans réduire personne au statut social dans lequel la société le maintient enfermé.

Le rejet de la politique s'exprime massivement parmi celles et ceux qui subissent le plus les effets du système capitaliste et de sa crise. Et les pièges politiques se referment sur les hommes et les femmes qui sont hantés par la peur de perdre ce qu'ils ont durement gagné.

Nous devons donc reconquérir la mobilisation des habitantes et des habitants des quartiers populaires, où les conditions de vie sont particulièrement dures, pour changer avec eux leur quotidien. Pour beaucoup, ils se sentent discriminés, abandonnés, relégués en dehors. Souvent, les lieux d'échanges, de rencontre, d'action sont justement ce qui fait défaut au vivre ensemble. C'est avec elles et avec eux que nous devons construire la politique dont ils ont besoin, en commençant notre chemin au plus près des besoins immédiats. C'est d'elles, c'est d'eux, que viendra le changement. C'est par elles, c'est par eux, que nous serons nous-mêmes révolutionnés.

Nous devons mieux entendre celles et ceux qui vivent et travaillent dans les territoires ruraux, touchés par d'importantes dégradations des conditions de vie et une destruction progressive des services publics. Échanger et agir avec celles et ceux qui vivent dans ces zones isolées est un enjeu majeur pour construire des territoires dynamiques et solidaires.

Nous devons également fournir un effort singulier en direction des jeunes générations, fortement marquées par les prémices d'un nouveau monde à naître, mais que l'on a essayé d'élever plus que jamais dans l'esprit de compétition et le culte du mérite. Elles peuvent bousculer l'ordre établi si leurs aspirations à vivre ne sont pas étouffées. Le Parti communiste est pour elles et pour eux, un formidable espace de vie et d'émancipation. Avec le MJCF et l'UEC, nous voulons mieux encore nous adresser à la jeunesse, particulièrement touchée par la précarité, pour lui permettre de construire l'avenir.

Nous devons nous adresser plus et mieux à celles et ceux qui produisent au quotidien les richesses. S'organiser pour l'action politique dans les entreprises, les grands groupes, les branches, les services publics, là où l'affrontement avec les forces du capital est le plus direct, est indispensable. Le travail, qui tend à occuper une place de plus en plus grande et de plus en plus pesante dans les vies, pour celles et ceux qui n'en sont pas privés, semble pourtant de plus en plus déconnecté du reste des existences et des enjeux politiques. C'est l'une des prouesses de la pensée dominante. Nous voulons en faire un sujet politique majeur.

Nous voulons produire un effort en direction de tous ceux et toutes celles dont les peurs et les souffrances sont instrumentalisées contre leurs propres intérêts. Partout, nous voulons approfondir notre lien avec les femmes et les hommes, et faire de notre parti un parti qui rassemble largement les hommes et les femmes épris de justice, de paix et de liberté.

Conclusion

Qu'elles furent longues, ces années, à tâtonner, reprendre notre souffle, à résister au déferlement sauvage du capitalisme. Nous avons traversé ces épreuves, sans chercher à les fuir.

Mais nous sommes là, en ce moment où le monde peut basculer vers l'humanité plutôt que vers la barbarie. Nous sommes là, debout, humbles et fiers. Disponibles pour rallumer les étoiles. Il est grand temps, ne croyez-vous pas, de préférer poursuivre nos rêves plutôt que fuir un cauchemar.

Pour faire grandir l'humain d'abord, prenez la main, prenez les rênes, prenez le pouvoir !